

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

**Objet : MOTION DE SOUTIEN A L'ACTION DE L'AMF SUR LES FINANCEMENTS
DES RYTHMES SCOLAIRES**

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30 , le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Nonobstant le contexte des réductions des dotations de l'Etat, les communes mettent en place puis pérennisent les nouveaux rythmes scolaires.

En plus des difficultés d'organisation engendrées par l'ajout d'une matinée d'école le mercredi matin, les nouveaux temps périscolaires se sont traduits par de nouvelles charges importantes pour les communes, notamment des frais supplémentaires de fonctionnement et de personnel.

L'impact financier, dont on sait mieux apprécier le coût maintenant que la réforme est généralisée, se situe en moyenne à 200 € par enfant et par an, ce montant ne comprenant pas les investissements qui devront être engagés dans de nombreuses communes confrontées à des problèmes de locaux. Un surcoût survenant dans une période drastique

dont l'alternative est de procéder à des arbitrages douloureux affectant l'investissement et les services publics locaux.

Dans ce cadre-là, l'association des maires de France et des présidents d'intercommunalités a renouvelé sa demande d'une compensation intégrale par l'Etat du coût des nouveaux rythmes scolaires. Les maires ont eu, cet été, confirmation que l'aide de l'Etat était pérennisée. Un décret a transformé le fonds dit d'amorçage en fonds de soutien à compter de cette rentrée. Cette aide (50 euros par élève et par an, auxquels se rajoutent 40 euros par enfant pour les communes bénéficiaires de la dotation de solidarité urbaine cible, ou de la dotation de solidarité rurale cible) est désormais conditionnée à la mise en place d'un projet éducatif territorial (PEDT). Plus de 80% des communes en seraient dotés selon le ministère.

Mais l'AMF souhaite une fois encore que le montant de l'aide soit réévalué au coût réel de mise en œuvre de la réforme dans les communes et leurs groupements. Selon les maires, le montant de 400 millions d'euros n'est pas à la hauteur des dépenses, engagées par les communes et leurs groupements et estimées dans plusieurs études et rapports à plus de 1 milliard d'euros.

L'AMF attend d'ailleurs, avec le plus vif intérêt, les résultats de l'enquête menée avec la CNAF portant sur les modalités de mise en œuvre de la réforme afin d'obtenir des données plus fines sur les surcoûts engendrés pour les collectivités.

Dans nombre de communes, ces dépenses supplémentaires ont entraîné la décision des municipalités de rendre payants les temps d'activités périscolaires à partir de cette rentrée ou de prévoir une augmentation des tarifs des nouvelles activités périscolaires, voire d'autres services publics à la population comme la restauration scolaire par exemple.

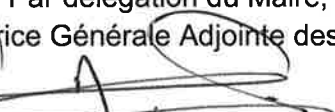
La ville de SETE rappelle que les collectivités de proximité, telles que les communes et les intercommunalités, sont au cœur de l'action publique pour tous les grands enjeux de notre société, notamment dans l'action auprès du jeune public et du futur citoyen.


Pour toutes ces raisons, elle souhaite apporter son appui à la demande de l'AMF, pour une compensation intégrale au réel du versement de l'aide de l'Etat dans le cadre du fonds de soutien au développement des activités périscolaires.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE la motion présentée de soutien à l'action de l'AMF sur les financements des rythmes scolaires.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 40 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services
Secrétariat Général

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-181

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

INTERCOMMUNALITE

Objet : RAPPORT D'ACTIVITE DE THAU AGGLO - ANNEE 2014

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30 , le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Conformément à l'article L.5211-39 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), *le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement, accompagné du compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les délégués de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus. Le Président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier.*


J'ai donc l'honneur de porter à votre connaissance le rapport d'activités de Thau Agglomération pour l'année 2014. Ce document contient, ainsi que le prévoit la réglementation les éléments du compte administratif tel qu'il a été adopté par le conseil communautaire.

Ce rapport mentionne également les indicateurs techniques et financiers du service public d'élimination des déchets tel que prévu par le décret 2000-404 du 11 mai 2000.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal **PREND ACTE**

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-182

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2015 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION CALANDRETA DELS DALFINETS

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

L'association Calandreta dels dalfinets a sollicité la Collectivité pour l'attribution d'une subvention exceptionnelle destinée à financer les actions de promotion de la langue et de la culture occitane, conformément à ses statuts.

Il est proposé au Conseil Municipal d'accorder à cette association une subvention exceptionnelle de 9000€.


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ATTRIBUE une subvention exceptionnelle à l'association CALENDRETA DEL DALFINETS de Sète pour un montant de 9 000 €

PRELEVE la dépense sur les crédits prévus à cet effet :
Nature : 6745 Fonction : 213 Service : EDUCAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-183

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

ACTIONS EDUCATIVES - ENFANCE - JEUNESSE

Objet : DISPOSITIF DE REUSSITE EDUCATIVE - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CCAS

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Sébastien DENAJA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne PARAIRE - AZAIS Adjointe s'exprime en ces termes :

Dans le cadre du partenariat passé entre le Centre Communal d'Action sociale (CCAS) et l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des chances (ACSE) pour la conduite du Projet de Réussite Educative , la Direction de l'Education est chargée de la mise en place et du suivi des actions qui ciblent un public de jeunes de 2 à 16 ans particulièrement fragilisés.

La participation financière de l'ACSE pour l'année 2015 versée au CCAS s'élève à 123 000 euros. Elle a permis le renouvellement des actions mises en place telles que :

- Le Coup de Pouce ;
- Les parcours individuels et semi collectif ;
- le tutorat pour les collégiens ;
- Actions contre le décrochage scolaire ;

Avec une qualité de résultats reconnue par nos partenaires institutionnels : Education Nationale, Conseil Général, CAF...

La Ville met en œuvre les moyens humains, matériels et techniques, nécessaires au bon déroulement de ce programme. Elle s'est également engagée à verser une subvention d'un montant de 4 000 euros au CCAS, porteur juridique et financier de ce dispositif.

Considérant que ces crédits ont été inscrits sur le budget 2015 de la ville,

Je vous propose d'autoriser le versement au CCAS d'une subvention de 4 000€ destinée au Dispositif de Réussite Educative.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE le versement au CCAS d'une subvention de 4000€ destiné au Dispositif de réussite éducative.

DECIDE que cette dépense sera imputée sur les crédits du budget primitif 2015 de la Ville :
Chapitre 65 Compte 657362 Fonction 522 Service EDUCAT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-184

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°3

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Sébastien DENAJA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative n°3 de la VILLE qui se présente ainsi :

Section investissement.....	169 066 €
Section fonctionnement.....	0 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 10	Dotations, fonds divers et		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 16	Emprunts et dettes assimilés		Ch. 13	Subventions investissement	117 000,00
Ch. 20	Immobilisations incorporelles	5 489,00	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
ch. 204	Subventions équipements versées	2 438,00	Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 21	Immobilisations	105 679,00	Ch. 23	Immobilisations En cours	
Ch. 23	Immobilisations En cours	-142 340,00	Ch. 26	Participations créances	
Ch. 26	Participations créances		Ch. 27	Autres imm. financières	
Ch. 27	Autres immobilis.		Ch. 4582	Compte de tiers	
Ch. 4581	Travaux pour compte de tiers		Ch. 024	Produits des cessions	
Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre		Ch. 040	Opérations ordre transv. Entre	
Ch. 041	Opérations patrimoniales		Ch. 041	Opérations patrimoniales	
Opérations d'Equipement		197 800,00	021	Vir. de section d'exploitation	52 066,00
	TOTAL	169 066,00		TOTAL	169 066,00

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. O11	Charges à carac. général	79 955,00	OO2	Report à nouveau	
Ch. O12	Charges de personnel et frais assimilés	-132 201,00	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. O14	Atténuation de produits		Ch. 70	Vente de produits	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante	180,00	Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 66	Charges financières		Ch. 73	Impôts et taxes	
Ch. 67	Charges exceptionnelles		Ch. 74	Subventions d'exploitation	
Ch. 042	Opérations transv. Entre sections		Ch. 75	Autres produits gestion courante	
O23	Virement section inves.	52 066,00	Ch. 77	Produits exceptionnels	
			Ch. 79	Transferts de charges	
			Ch. 042	Opérations transv. Entre sections	
	TOTAL	0,00		TOTAL	0,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative n°3 de la VILLE.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 7 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-185

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2015 - MODIFICATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET CREDITS DE PAIEMENT

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Sébastien DENAJA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L. 2311.3,

VU l'instruction budgétaire et comptable M14,

VU les autorisations de programme approuvés antérieurement par délibération des conseils municipaux suivants :

- N°09007-Boulevard JM Grangent : création le 28 janvier 2009 par la délibération N°D-2009-004
- N°12001-Travaux de Voirie : création le 13 novembre 2012 par la délibération N°D-2012-210

VU la délibération D-2014-307 du conseil municipal du 15/12/2014, ayant approuvé le budget primitif M14 de la Ville pour l'exercice 2015,

VU la délibération D-2015-009 du conseil municipal du 02/03/2015, ayant approuvé la délibération modificative N°1 pour l'exercice 2015

VU la délibération D-2015-002 du conseil municipal du 22/06/2015, ayant approuvé la délibération modificative N° pour l'exercice 2015

Considérant que : le rythme de réalisation de ces opérations nécessite la révision des autorisations de programme et des crédits de paiement initialement en place,

Il convient : d'apporter des ajustements aux autorisations de programme et crédits de paiement détaillés ci-après,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

MODIFIE Ces autorisations de programme, ses montants et l'échéancier des crédits de paiement qui y sont afférents,

AUTORISE Le Maire ou son représentant à les signer ainsi que tous les documents s'y rapportant

DECIDE Que les dépenses seront prélevées sur les crédits de paiement prévus à cet effet

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 7 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

**AUTORISATIONS DE PROGRAMME - BUDGET
VILLE**

N° AP	OPERATION DEPENSES D'INVESTISSEMENT	AUTORISATION DE PROGRAMME EN €	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
09007	BD JM GRANGENT	2 328 600.00	8 500.00	9 000.00	0.00	415 306.00	460 000.00	152 252.00		1 283 542.00
	<i>Ajustements proposés</i>	2 328 600.00	0.00	0.00	0.00	33 578.90	51 162.00	500 986.10	188 711.00	1 554 162.00
12001	TRAVAUX VOIRIE	5 077 627.00				697 627.00	1 095 000.00	885 000.00		2 400 000.00
	<i>Ajustements proposés</i>	5 179 267.00				114 484.90	1 645 595.83	727 004.43	750 670.00	1 941 511.84



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-186

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

FINANCES

Objet : BUDGET EAU 2015- DECISION MODIFICATIVE N°3

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Sébastien DENAJA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative N°3 du budget annexe de l'EAU 2015 qui se présente ainsi :

Section investissement.....	248 000 € €
Section fonctionnement.....	0 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section investissement		Ch. 001	Solde d'exécution section investissement	
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch.20	Immobilisations incorporelles		Ch.13	Emprunts et dette assimilés	
Ch.20	Immobilisations corporelles	124 000.00	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
Ch. 23	Immobilisations En cours				
AP/CP	Op. d'équipements		Ch. 27	Autres immobilis. Financières	124 000.00
Ch. 040	Opérations d'ordre de transfert entre sections		Ch. 040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	
Ch. 041	Opérations Patrimoniales	124 000.00	Ch. 041	Opérations Patrimoniales	124 000.00
			021	Vir. de section d'exploitation	
	TOTAL	248 000.00		TOTAL	248 000.00

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté		Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	
Ch. 011	Charges à carac. général		Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel		Ch. 71	Variation de stocks	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch O23	Virem. à section d'investissement		Ch. 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	
	TOTAL	0.00		TOTAL	0.00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative N°3 du budget annexe de l'EAU 2015

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 7 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services
Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-187

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

FINANCES

Objet : BUDGET POMPES FUNEBRES - MODIFICATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2014

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur Rudy LLANOS, Premier Adjoint.

Etaient présents : Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : François COMMEINHES, Abdelkader BOUALLAGA, Sébastien DENAJA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

VU l'article L1612-12 du CGCT

VU l'instruction budgétaire et comptable M4

VU la délibération du Conseil municipal n° D-2015-085 du 22 juin 2015 ayant pour objet l'adoption du Compte Administratif 2014

Par délibération du 22 juin 2015, le Conseil municipal a adopté le compte administratif du budget annexe des pompes funèbres pour l'exercice 2014.

Le montant du déficit de fonctionnement inscrit au Compte Administratif 2014 s'établit à 85 858,23 €. Cette inscription ne tient pas compte d'une opération non budgétaire d'intégration effectuée en 2014 pour un montant de 385,25 €.

Cette intégration a pour effet de diminuer le déficit de fonctionnement qui s'élève à 85 472,98 € au compte de gestion 2014.

Pour assurer la conformité entre le Compte Administratif et le Compte de Gestion, il convient de rectifier comme suit les résultats du Compte Administratif 2014 pour la section de fonctionnement :

Solde d'exécution 2014 :	12 041,09
Résultat reporté 2013 :	- 97 899,32
Intégration par opération d'ordre non budgétaire :	385,25
Résultat de clôture 2014 :	- 85 472,98


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la rectification du Compte Administratif 2014.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-188

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

FINANCES

Objet : BUDGET POMPES FUNEBRES 2015 - DECISION MODIFICATIVE N°2

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Sébastien DENAJA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la décision modificative N°2.

Elle prend en compte la régularisation d'une opération non budgétaire d'intégration effectuée en 2014 pour un montant de 385,25 €. Cette intégration a pour effet de diminuer le déficit de fonctionnement 2014.

Elle se présente ainsi :

Section fonctionnement.....

0 €

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	-385,25	Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	
Ch. 011	Charges à carac. général	385,25	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel		Ch. 70	Vente de produits	
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch. 69	Charges exceptionnelles		Ch. 77	Produits exceptionnels	
Ch. 023	Virem. à section d'investissement		Ch. 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	
	TOTAL	0,00		TOTAL	0,00


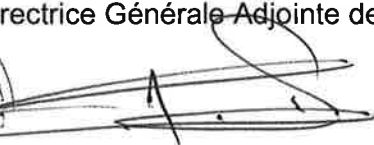
Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte la décision modificative N°2 du budget annexe des Pompes Funèbres 2015

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-189

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

FINANCES

**Objet : DELEGATIONS ACCORDEES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE POUR
RECOURIR AUX INSTRUMENTS DE COUVERTURE**

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Sébastien DENAJA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu, l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération n°D-2014-089 du Conseil Municipal en date du 6 mai 2014 donnant délégation au Maire, ou en cas d'empêchement de celui-ci, subdélégation au Premier Adjoint, en cas d'empêchement du Maire et du Premier Adjoint, subdélégation au Deuxième Adjoint pour procéder à la réalisation et au réaménagement des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et de passer à cet effet les actes nécessaires,

Vu, la circulaire numéro NOR : IOCB1015077C du 25 juin 2010,

Considérant l'intérêt qu'il y a à recourir aux instruments de couverture,

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 :

Le conseil municipal du 06 mai 2014 a donné délégation à Monsieur le Maire, pour procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du « c » de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

Concernant l'utilisation des instruments de couverture, la réglementation donne un cadre annuel à ce type de décision. Aussi convient-il aujourd'hui d'énoncer les principes à retenir pour l'exercice 2015, en tenant compte de l'évolution des marchés financiers, des anticipations et des nouveaux produits offerts par les banques.

La Commune de Sète souhaite mener une politique de gestion active de sa dette avec l'objectif de minimiser la charge financière supportée par la Commune.

Pour pouvoir prendre des décisions avec souplesse et rapidité et saisir des opportunités sur le marché, la stratégie doit au préalable être clairement définie.

Article 2 :

Pour mettre en œuvre la stratégie de gestion du risque de taux pour l'exercice 2015, Monsieur le Maire reçoit délégation aux fins de contracter des instruments de couverture aux caractéristiques détaillées ci-dessous :

- Stratégie d'endettement

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Commune de Sète pourrait recourir à des instruments de couvertures afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.

Ces instruments permettent de modifier un taux (contrat d'échange de taux ou swap), de figer un taux (contrats d'accord de taux futur ou FRA, contrats de terme contre terme ou FORWAAAD/FORWARD), de garantir un taux (contrats de garantie de taux plafond ou CAP, contrats de garantie de taux plancher ou FLOOR, contrat de garantie de taux plafond et de taux plancher ou COLLAR).

- Caractéristiques essentielles des contrats

L'assemblée délibérante décide, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions des circulaires interministérielles du 15 septembre 1992 et du 25 juin 2010, de recourir à des opérations de couverture des risques de taux qui pourront être ;

- Des contrats d'échange de taux d'intérêt (SWAP)
- Et/ou des contrats d'accord de taux futur (FRA)
- Et/ou des contrats de garantie de taux plafond (CAP)
- Et/ou des contrat de garantie de taux plancher (FLOOR)
- Et/ou des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR)

L'assemblée délibérante autorise des opérations de couverture pour l'année 2015 sur les contrats d'emprunts constitutifs du stock de la dette (dont la liste figure en annexe n°1), ainsi que les emprunts nouveaux ou de refinancement à contracter sur l'exercice.

En toute hypothèse, les opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours global de la dette de la collectivité (seuil maximum retenu conformément aux critères arrêtés par le Conseil national de la comptabilité).

La durée des contrats de couverture ne pourra excéder 40 années.

En toute hypothèse, cette durée ne peut être supérieure à la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Les index de référence des contrats d'emprunts et des contrats de couverture pourront être :

- Le T4M
- Le TAG
- Le TAM
- L'EONIA
- L'EURIBOR

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

- 10% de l'encours visé par l'opération pour les primes,
- 5% du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE le Maire ou son représentant à :

- Lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,
- Retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- Passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée,
- Signer les contrats de couverture répondant aux conditions posées aux alinéas précédents
- Résilier l'opération arrêtée,

SUBDELEGUE

ces attributions, en cas d'empêchement du Maire au Premier Adjoint

SUBDELEGUE

ces attributions, en cas d'empêchement du Maire et du Premier adjoint
au Deuxième Adjoint

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 33 VOIX POUR ET 7 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-190

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : CONSEILS DE QUARTIER - DETERMINATION DU NOMBRE DES ADJOINTS ET
ELECTION COMPLEMENTAIRE DES ADJOINTS AU MAIRE

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Selon la loi la loi n° 2002-276 du 27 février 2002, les communes de 20 000 à 80 000 habitants ont la faculté d'instituer des conseils de quartier.

Par délibération du 30 janvier 2015, le Conseil municipal a ainsi décidé de créer et fixer le périmètre de sept conseils de quartier.

Par ailleurs, cette loi prévoit la faculté de créer des postes d'adjoints au Maire chargés d'un ou plusieurs quartiers.

L'article L. 2122-2-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) précise que cette création de postes peut donner lieu à dépassement de la limite du nombre des adjoints au Maire fixée à 30% de l'effectif légal du Conseil municipal, sans toutefois que le nombre d'adjoints supplémentaires puisse excéder 10 % de l'effectif légal du Conseil municipal.

Par délibération du 5 avril 2014, compte tenu de l'effectif de notre assemblée comportant 43 membres, le nombre d'adjoints au Maire a été fixé à 12, ce nombre pouvant être modifié à tout moment par délibération du conseil municipal, dans les limites fixées par les textes.

Par délibération du 5 avril 2014, compte tenu de l'effectif de notre assemblée comportant 43 membres, le nombre d'adjoints au Maire a été fixé à 12, ce nombre pouvant être modifié à tout moment par délibération du conseil municipal, dans les limites fixées par les textes.

En application des dispositions précitées, le nombre maximum de postes d'adjoints supplémentaires peut ainsi être de 4 : $43 \times 10 / 100 = 4.3$ (chiffre à arrondir à l'entier inférieur).

Je vous propose de retenir un nombre de 3 adjoints supplémentaires, et de procéder à leur désignation.

Je vous rappelle que conformément à l'article L. 2122-7-2 du CGCT, l'élection des adjoints au Maire s'effectue au scrutin de liste, à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un. Le vote a lieu au scrutin secret comme prévu à l'article L.2122-4.

Il vous est rappelé, en outre, que la décision relative au nombre d'adjoints doit précéder l'élection mais peut ne pas faire l'objet d'un vote formel dès lors que l'assentiment de la majorité des conseillers présents a été constaté par le président de séance.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE la création de 3 postes d'adjoints au titre des conseils de quartier

APPROUVE la fixation du nombre d'adjoints au Maire à 15

ELIT au vote à bulletins secrets la liste complémentaire comportant les noms des conseillers municipaux candidats à ces fonctions.

Après un appel à candidatures, les listes candidates sont les suivantes :

Liste A :	Liste B :
M.BODART	M. ANDRAL
Mme PELIZZA	Mme JEANNE
M.TAILLADE	M. DALMON

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- nombre de conseillers présents non votants : 0
- nombre de votants : 41
- nombre de blancs: 2
- nombre de suffrages exprimés : 39
- majorité absolue : 20

a obtenu :

- liste A – 31 voix
- liste B – 8 voix
- blancs - 2

Les adjoints de la liste A ayant obtenu la majorité absolue, sont élus et installés dans leurs fonctions dans l'ordre du tableau suivant :

RANG	NOM	PRENOM
13 ^{ème} adjoint	BODART	MICHEL
14 ^{ème} adjoint	CANDORE-PELIZZA	TINA
15 ^{ème} adjoint	TAILLADE	JEAN-MARIE

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping loops and strokes.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-191

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

TOURISME

Objet : CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ETABLIE AVEC L'OFFICE DE
TOURISME

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Suivant l'article L.133-2 du code du Tourisme, les modalités d'organisation de l'Office de Tourisme sont déterminées par le conseil municipal. L'article L.133-3 précise également que l'Office de Tourisme peut être chargé, par le conseil municipal, de tout ou partie de la politique locale du tourisme et des programmes locaux de développement touristique.

Une convention d'objectifs doit exister entre l'Office de Tourisme et la collectivité de rattachement pour évaluer périodiquement l'action de l'Office de Tourisme au travers de critères quantitatifs et qualitatifs.

La convention d'objectifs et de moyens approuvée le 18 décembre 2012 par le Conseil Municipal de la Ville de Sète et le 4 janvier 2013 par le comité de direction de l'Office de Tourisme de Sète expirera le 26 décembre 2015.

Ainsi, une nouvelle convention d'objectifs et de moyens est rédigée, elle détaille les missions confiées à l'Office de Tourisme et définit les indicateurs de performance :

- les missions obligatoires avec l'accueil et l'information, la promotion du territoire, la coordination des acteurs touristiques locaux.
- les missions complémentaires avec la consultation obligatoire pour des projets d'équipements collectifs, le classement et la démarche qualité, la prise en compte de publics spécifiques, la commercialisation et la participation au développement culturel de la ville.

Les obligations sont également précisées pour chaque partie, elles portent notamment sur les moyens que met la commune à disposition de l'Office de Tourisme afin d'assurer sa mission de service public. Ces moyens sont :

- Financiers, avec l'attribution annuelle d'une subvention,
- Humains, avec la mise à disposition de personnel,
- Techniques, avec l'intervention des services municipaux pour un appui logistique ou technique (petites installations, réparations).

La convention prendra effet le 27 décembre 2015 et expirera le 31 décembre 2016, puisque le 1^{er} janvier 2017, selon la loi du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République, la promotion du tourisme est une compétence qui reviendra aux établissements publics de coopération intercommunale.

Par rapport au précédent document, les indicateurs de performance ont été ajustés, ils sont moins nombreux mais plus pertinents et les missions complémentaires sont plus détaillées.

La convention devra obligatoirement être présentée pour approbation aux assemblées délibérantes des deux structures publiques : Ville de Sète et Office de Tourisme.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

la convention de moyens et d'objectifs établie entre la Ville de Sète et l'Office de Tourisme.

AUTORISE

le Maire ou son représentant à la signer ainsi que tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-192

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

ACTIONS EDUCATIVES - ENFANCE - JEUNESSE

Objet : CARTE "VOS INCROYABLES PRIVILEGES" - MISE EN PLACE DU DISPOSITIF
AUPRES DES JEUNES AGES DE 15 A 25 ANS

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne PARAIRE - AZAIS Adjointe s'exprime en ces termes :

La ville de Sète souhaite mettre en place un nouveau concept destiné aux jeunes sétois âgés de 15 à 25 ans, afin de répondre à leurs attentes particulières en matière d'accès à la culture, aux sports, aux loisirs, à la formation.

Ce nouveau concept « Vos Incroyables Privilèges » succédera à la carte jeune à Sète, créée en 2002, qui fut pendant de nombreuses années un outil précieux pour mener à bien la politique de la jeunesse de la ville.

Réfléchi en partenariat avec d'autres services municipaux (communication, sports, culture, commerces et artisanat), cette nouvelle carte jeunes « Vos Incroyables Privilèges » a vocation à permettre à ses adhérents, de bénéficier de véritables avantages et réductions dans les commerces sétois, ainsi qu'au niveau associatif local. Elle permettra aussi d'aider à financer annuellement 10 stages de base du Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA).

Cette carte à destination des jeunes domiciliés à Sète sera nominative, et devra être renouvelée annuellement, à chaque date anniversaire.
Elle sera évolutive et mise à jour chaque début d'année en fonction des nouveaux partenaires qui feront le souhait de participer au projet.

Les jeunes sétois pourront obtenir leur carte au guichet unique ou à la mairie annexe de l'Île de Thau, pour un montant de 20 €. Dès son achat, 3 places de cinéma leur seront offertes.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE ce nouveau concept, « Vos Incroyables Privilèges », destiné aux jeunes de la ville de Sète âgés de 15 à 25 ans.

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant

DECIDE que les dépenses seront prélevées sur les crédits prévus à cet effet

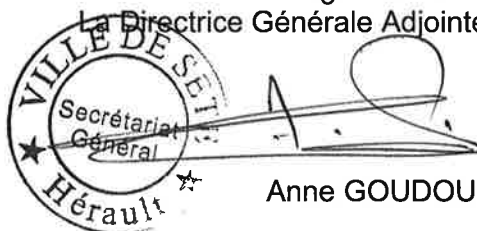
DECIDE que les recettes seront perçues sur les comptes prévus à cet effet :
Nature : 7067 Fonction : 422 Service : EDUCATION

AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-193

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : SCHEMA DEPARTEMENTAL D'ENSEIGNEMENT MUSICAL - CONVENTION AVEC LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Catherine MARAVAL Adjointe s'exprime en ces termes :

Le Département considère l'apprentissage de la musique comme un facteur d'épanouissement individuel et d'intégration sociale. Par sa délibération n° AD/180213/C/2 du 18 février 2013, il a adopté l'étape 2 du Schéma Départemental d'Enseignement Musical (SDEM), visant à renforcer la structuration d'un enseignement musical de qualité accessible au plus grand nombre sur l'ensemble du territoire héraultais, à développer les pratiques collectives et à diversifier les esthétiques musicales enseignées.

Ce dispositif prévoit notamment pour les établissements publics classés par l'Etat une aide annuelle au projet dont l'octroi est conditionné à la fois par le plafonnement des droits d'inscription et la mise en œuvre de projets répondant aux objectifs opérationnels.

Le Département veille à la qualité et à la cohérence territoriale de l'enseignement musical dans l'Hérault.

Il propose un appui technique et financier aux structures publiques et associatives qui souhaitent s'engager dans le SDEM, et en anime le réseau.

Il vous est donc proposé la mise en place d'une convention entre la Ville et le Département de l'Hérault afin de fixer pour un an les règles et obligations de chacun concernant les projets d'établissement, le cadre d'emploi et les diplômes requis.

Dans ce cadre, est fixé le montant de l'aide annuelle apportée par le Département au conservatoire de Sète, correspondant à une subvention d'un montant de 13 000 euros pour l'année 2015. Il est également prévu la participation du Directeur du conservatoire à la coordination du Schéma Départemental (SDEM).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE la présente convention,

AUTORISE le Maire, ou son représentant, à la signer ainsi que tout document s'y rapportant,

AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette de la subvention d'un montant de 13 000 euros sous l'imputation suivante :
Nature : 7473 Fonction : 311 Service : MUSI

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-194

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : DEPOT DE LA MARQUE "QUAND JE PENSE A FERNANDE" AUPRES DE
L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Christelle ESPINASSE Adjointe s'exprime en ces termes :

Nous célébrerons en 2016 le 15^{ème} anniversaire du festival « Quand je pense à Fernande » qui a pour vocation de soutenir la scène musicale francophone, de la jeune création aux interprètes reconnus.

Le festival désormais ancré dans le paysage culturel régional connaît une notoriété croissante. Il apparaît nécessaire et pertinent que les éléments de communication propres au festival « Quand je pense à Fernande », considérés comme composantes de la marque, soient déposés et protégés au titre de la propriété intellectuelle.

Ainsi, l'appellation « Quand je pense à Fernande » sera constitutive de la marque déposée auprès de l'institut national de la propriété industrielle (INPI) à l'initiative de la Commune, ce que permet l'article L.711-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Aux termes de l'article L.2211-1 du Code de la propriété des personnes publiques, cette marque déposée entrera dans le domaine privé de la Commune, lequel est géré librement selon les règles qui lui sont applicables, conformément à l'article L 2221-1 du même Code.

Il vous est donc proposé de procéder à l'enregistrement de la marque du festival « Quand je pense à Fernande », ainsi qu'aux renouvellements ultérieurs nécessaires.

Nous vous informons que ce dépôt de marque entraîne une dépense de 376,00 euros pour 10 ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE le dépôt de la marque « Quand je pense à Fernande » auprès de l'I.N.P.I

AUTORISE Monsieur le Sénateur-Maire ou ses représentants à signer les formulaires de dépôt de la marque « Quand je pense à Fernande » auprès de l'INPI, à procéder ou faire procéder à toutes démarches utiles et nécessaires à l'enregistrement et notamment les contrats de licences de marque.

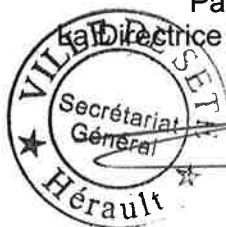
PRELEVE les crédits de cette redevance sur le budget 2015 :
Nature : 637 Fonction : 30 Service : CULT

AUTORISE Monsieur le Sénateur-Maire ou ses représentants à procéder aux renouvellements ultérieurs nécessaires

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-195

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

PERSONNEL

Objet : MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS AUPRES DU CCAS - CONVENTIONS

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5216-5,

Vu la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu l'Avis de la Commission Administrative Paritaire pour la Catégorie A et C en date du 25 Septembre 2015,

Les statuts prévoient que les fonctionnaires territoriaux peuvent faire l'objet, après avis de la commission administrative paritaire, d'une mise à disposition au profit des collectivités territoriales ou établissements publics en relevant.

Les conditions de la mise à disposition sont précisées par une convention entre la collectivité et l'organisme d'accueil dont la durée ne peut excéder trois ans. La mise à disposition est prononcée par arrêté de l'autorité territoriale.

La ville de Sète et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) fonctionnent depuis de nombreuses années de manière étroite, afin de mener une action coordonnée sur le territoire.

Afin de consolider la mise en œuvre des missions du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) et de lui apporter un soutien dans les domaines administratifs et financiers, la ville souhaite lui mettre à disposition trois fonctionnaires territoriaux.

Il s'agit de porter à votre connaissance les mises à dispositions du CCAS des agents territoriaux suivants :

Pour la Catégorie A :

Monsieur Michel BATTINELLI, Attaché Principal, 35 heures hebdomadaires qui assure les fonctions de Directeur Adjoint du C.C.A.S.

Le renouvellement de cette mise à disposition est établi à compter du 13 octobre 2015 pour une période de 1 an.

Pour la Catégorie C :

Madame Valérie RIBERA, Adjoint Administratif principal de 2^{ème} classe, 35 heures hebdomadaires qui assure les fonctions de secrétariat auprès de la direction du C.C.A.S.

Le renouvellement de cette mise à disposition est établi à compter du 13 Octobre 2015 pour une période de 3 ans.

Madame Andrée BOURDON, Agent de Maitrise, 35 heures hebdomadaires qui assure les fonctions d'entretien du Foyer « Les Voutes » du C.C.A.S.

Le renouvellement de cette mise à disposition est établi à compter du 1^{er} Novembre 2015 jusqu'au 15 Juillet 2016 inclus (date de départ en retraite de l'agent).

Les fonctions occupées par l'ensemble de ces agents sont comparables à celles exercées au sein de la Mairie de Sète et du même niveau hiérarchique. Le coût total des rémunérations de ces agents sera intégralement remboursé par l'établissement d'accueil.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

de ces projets de mise à disposition et des conventions afférentes jointes en annexe

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-196

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

PERSONNEL

Objet : MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS AUPRES DE CLUBS SPORTIFS -
CONVENTIONS

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile SUBITANI Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5216-5,

Vu la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2007-148 du 2 février 2007 instaurant la possibilité d'une mise à disposition au profit d'organismes contribuant à la mise en œuvre d'une politique publique de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics administratifs, pour l'exercice des missions de service public qui leur sont confiées.

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu l'avis de la Commission Administrative Paritaire pour la Catégorie C en date du 25 Septembre 2015,

Conformément aux dispositions statutaires et après avis des Commissions Administratives Paritaires concernées, consultées le 25 Septembre 2015, je porte à votre connaissance trois mises à disposition des fonctionnaires municipaux suivants auprès des clubs sportifs suivants, pour 1 an à compter du 1^{er} janvier 2016 :

ARAGO :

Monsieur Patrick DUFLOS, adjoint d'animation de 2ème classe titulaire

VOILE FUN SETE :

Monsieur Luc AYRAULT, adjoint d'animation de 2ème classe titulaire

FC SETE 34 :

Monsieur Emmanuel PRENGIEL, adjoint administratif de 2ème classe titulaire

A noter que les fonctions occupées par l'ensemble de ces agents sont comparables à celles exercées au sein de la Mairie de Sète et du même niveau hiérarchique.

Egalement, le coût total de la rémunération statutaire de ces agents sera intégralement remboursé à la Ville par les organismes d'accueil.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

de ces projets de mise à disposition et des conventions afférentes jointes en annexe

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-197

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

PERSONNEL

Objet : MISE A DISPOSITION DES EDUCATEURS TERRITORIAUX DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES (ETAPS) - CONVENTIONS A PASSER AVEC L'EDUCATION NATIONALE

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard CASTAN Adjoint s'exprime en ces termes :

La ville de Sète apporte, depuis de nombreuses années, son soutien pour l'organisation de l'éducation physique et sportive au sein de l'école.

A ce titre, elle s'engage notamment dans des dispositifs spécifiques d'accompagnement et de soutien aux enseignants dans leur mission éducative et dans les activités pour lesquelles ils sollicitent une aide extérieure, par la mise à disposition des écoles, d'intervenants municipaux, éducateurs des activités physiques et sportives (ETAPS), d'installations et de matériel nécessaires à ces activités.

L'Education Nationale a établi des conventions précisant les conditions de la collaboration entre ETAPS et Enseignants au regard :

- de la qualification,
- du projet pédagogique,
- de la responsabilité,
- du cadre réglementaire.

Cette mise à disposition est consentie pour l'année scolaire 2015/2016.


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE ces conventions de mise à disposition des éducateurs territoriaux auprès de l'Education Nationale

AUTORISE le Maire ou son représentant à les signer ainsi que tout document s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-198

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

PERSONNEL

Objet : PROTECTION FONCTIONNELLE ACCORDEE AUX AGENTS - APPROBATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne DAMBIELLE - MOSLER Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Aux termes de l'article 11 de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les fonctionnaires bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions d'une protection organisée par la collectivité publique qui les emploie.

Cette protection intervient :

en cas d'attaques : menaces (physiques, verbales ou écrites), violences, injures, diffamations...

en cas de mise en cause judiciaire, dans la mesure où une faute personnelle détachable de l'exercice de ses fonctions n'est pas imputable à cet agent, soit au civil, soit au pénal.

Cette protection dite fonctionnelle peut bénéficier à tous les agents quel que soit leur statut (fonctionnaire stagiaire, non titulaires, etc).

La protection bénéficie aux fonctionnaires, comme aux agents non-titulaires.

Pour bénéficier de la protection fonctionnelle, les faits doivent avoir été commis dans l'exercice des fonctions ou à l'occasion des fonctions, ce qui nécessite un lien de causalité entre le fait générateur de l'agression ou la mise en cause et les fonctions exercées par l'agent. Le seul fait que les actes répréhensibles aient été commis pendant les heures de service ne saurait suffire pour que l'administration accorde sa protection.

L'agent, pour bénéficier de la protection de la collectivité, doit donc apporter la preuve que les faits le visaient en qualité d'agent public.

L'agent qui souhaite se voir accorder le bénéfice de la protection doit adresser une demande écrite à Monsieur le Maire, apportant toutes précisions utiles sur les événements susceptibles d'entrer dans ce cadre.

Le choix de l'avocat est laissé à l'agent. Il n'appartient pas à la commune d'orienter la défense de l'agent, mais une assistance juridique peut lui être apportée s'il le souhaite.

L'agent s'engage à rembourser à la Ville de SETE, dès la décision de justice devenue définitive, les sommes qui lui sont allouées au titre des dépens, ainsi que les indemnités versées au titre de l'article 475-1 du Code de procédure Pénale, à concurrence des sommes payées par la Ville, et après avoir été prioritairement désintéressé si une partie de ces dépenses est restée à sa charge.

Pour l'agent victime, la mise en œuvre de la protection lui ouvre le droit d'obtenir directement auprès de la Commune le paiement des sommes couvrant la réparation du préjudice subi. L'agent devra solliciter cette réparation par écrit, en y joignant toutes pièces justifiant de ce préjudice.

Plusieurs agents ont sollicité la protection fonctionnelle de la Commune :

- M. Sauveur D'AGATE : Responsable des Halles Centrales - agression verbale du 9 juin 2015,
- Mme Christine SIDOBRE : Responsable du service Festivités – dans le cadre d'une procédure judiciaire,
- M. Christian PARIS : Policier municipal - Outrages et violences volontaires du 2 août 2015,
- M. Stéphane LAUGE : Policier municipal - outrages du 2 août 2015.
- M. Mohamed DAHOU : Agent des Services Techniques - atteinte ayant entraîné une incapacité totale de travail de 5 jours du 22 juillet 2015,
- M. Michel TAULER : Directeur de cabinet - dans le cadre d'une procédure judiciaire,

Considérant que les faits ont été commis à l'occasion des fonctions de ces agents et en raison de leur statut, il est proposé de leur accorder la protection dans les conditions ci-dessus décrites.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ACCORDE

la protection fonctionnelle à

- M. Sauveur D'AGATE
- Mme Christine SIDOBRE
- M. Christian PARIS
- M. Stéphane LAUGE
- M. Mohamed DAHOU
- M. Michel TAULER

AUTORISE

le Maire ou son représentant à exécuter la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 31 – ABSTENTION : 10

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme

Par délégation du Maire,

La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-199**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : SERVICES PUBLICS DELEGUES - GESTION DES PARCS DE STATIONNEMENT HALLES, CANAL ET VOIRIE CONFIEE A VINCI PARC - RAPPORT D'ACTIVITE EXERCICE 2014

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Aux termes d'un contrat de concession des parcs et de gestion du stationnement payant en date du 20 décembre 1991, suivi de quatre avenants, la Société VINCI PARK CGST gère les parcs souterrains du Canal et des Halles, ainsi que le stationnement payant sur voirie.

En application de l'article L.1411-3 du code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire de service public produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Il a été soumis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est réunie le 21 septembre 2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

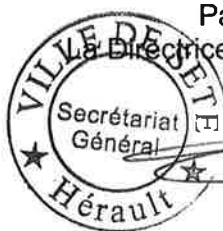
PREND ACTE

du rapport annuel 2014 du délégataire VINCI PARK CGST pour la gestion des parcs souterrains du Canal et des Halles, ainsi que le stationnement payant sur voirie

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-200

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : SERVICES PUBLICS DELEGUES - GESTION DU SITE RADIOELECTRIQUE DU MONT SAINT CLAIR CONFIEE A ANTALIS - RAPPORT D'ACTIVITE EXERCICE 2014

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La mairie de Sète et TDF ont signé un contrat d'affermage en date du 19 septembre 2006 pour la gestion du site radioélectrique du Mont Saint-Clair à Sète. Le 30 mars 2007 par avenant, la mairie donne son agrément pour la cession du contrat d'affermage au profit d'ANTALIS TV.

En application de l'article L.1411-3 du code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire de service public produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

L'exercice 2014 correspond à la 8^{ème} année de fonctionnement de cette délégation de service public (DSP). C'est avec un fonctionnement stable et des changements au niveau de la grille relationnelle

que la DSP de Sète a pu entamer sa 8^{ème} année, en poursuivant le déploiement des services et des utilisateurs sur le site.

Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Il a été soumis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est réunie le 18 septembre 2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

du rapport annuel du délégataire ANTALIS pour la gestion du site radioélectrique du Mont Saint-Clair à Sète relatif à l'exercice 2014.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-201

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : SERVICES PUBLICS DELEGUES - GESTION DE LA DISTRIBUTION PUBLIQUE
D'ELECTRICITE CONFIEE A ERDF - RAPPORT D'ACTIVITE EXERCICE 2014

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Mariön JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Notre collectivité, autorité concédante pour la distribution publique de l'électricité sur son territoire attend légitimement du concessionnaire une qualité de fourniture irréprochable, une saine gestion du patrimoine, des travaux réalisés dans les règles de l'art, des services et interventions performants et de la transparence financière.

La gestion de la distribution publique d'électricité sur la Ville de Sète, a été confiée à ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION France par contrat de délégation de service public signé le 7 février 1994, pour une durée de 30 ans.

En application de l'article L.1411-3 du code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire de service public produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Ce rapport relatif à l'exercice 2014 est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public dans les domaines technique, clientèle, patrimonial et financier.

Il a été soumis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est réunie le 21 septembre 2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

du rapport annuel du délégataire ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION pour la gestion de la distribution publique d'électricité relatif à l'exercice 2014.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-202

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

**Objet : SERVICES PUBLICS DELEGUES - GESTION DE LA DISTRIBUTION PUBLIQUE
DE GAZ CONFIEE A GRDF - RAPPORT D'ACTIVITE EXERCICE 2014**

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Notre collectivité, autorité concédante pour la distribution publique de GAZ sur son territoire attend légitimement du concessionnaire une qualité de fourniture irréprochable, une saine gestion du patrimoine, des travaux réalisés dans les règles de l'art, des services et interventions performants et de la transparence financière.

La gestion de la distribution publique de GAZ sur la Ville de Sète, a été confiée à GAZ RESEAU DISTRIBUTION France par contrat de délégation de service public signé le 4 octobre 2005 pour une durée de 30 ans.

En application de l'article L-1411-3 du code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire de service public produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les

comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Ce rapport pour l'exercice 2014, est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public dans les domaines technique, clientèle, patrimonial et financier.

Il a été soumis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est réunie le 18 septembre 2015.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

du rapport annuel du délégataire GAZ RESEAU DISTRIBUTION pour la gestion de la distribution publique de GAZ relatif à l'exercice 2014.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-203

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

URBANISME

Objet : PROJET D'INSTITUTION DE SERVITUDES D'UTILITES PUBLIQUES SUR LE SITE DES ANCIENS SILOS DE LA MEDITERRANEE - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Michel BODART Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Les installations classées des Silos de la Méditerranée, sur le môle Masselin, ont été démantelées en 2013. Pour clore totalement le statut juridique d'installation classée, des analyses de sols ont été faites, qui révèlent des traces d'hydrocarbures, de HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques), ainsi que, dans une moindre proportion, de certains métaux lourds.

La région Languedoc-Roussillon prévoit à cet emplacement de construire son futur parking aérien, dans le cadre du futur terminal passagers. Les pollutions constatées ne présentent guère de risques de contamination, d'une part sur le plan sanitaire, compte tenu de cet usage (passage du public très bref), et d'autre part, sur le plan environnemental, s'agissant d'un parking qui nécessitera l'imperméabilisation des sols.

Les services de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) ont néanmoins préconisé de mettre en place des servitudes d'utilité publique sur la

parcelle cadastrée AL4, d'une part, pour fixer des prescriptions techniques relatives à l'aménagement du site (épaisseurs d'enrobés et de dalles, ventilation de locaux, plantations, canalisation, usage de l'eau), et d'autre part, dans l'hypothèse d'un changement ultérieur d'usage ou de configuration du site.

En application de l'article R.515-31-5 du Code de l'Environnement, le Conseil Municipal est invité à donner son avis, dans un délai de 3 mois, sur le projet d'arrêté préfectoral élaboré par l'inspection des installations classées, annexé à la présente délibération.

Il convient de rappeler que pour la commune, le démantèlement de ce site est d'abord un élément extrêmement positif du fait de la disparition d'une installation dangereuse et trop proche des habitations.

Au regard du projet envisagé par la Région, et sachant que ce site conservera une vocation portuaire quelqu'en soit l'usage, il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal


EMET UN AVIS FAVORABLE

au projet d'arrêté préfectoral instaurant des Servitudes d'Utilité Publique sur la parcelle cadastrée AL4, correspondant à l'ancien site des Silos de la Méditerranée, sur le môle Masselin.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-204

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

SERVICES TECHNIQUES

Objet : AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE DU PATRIMOINE BATI DE LA
COMMUNE DE SETE - APPROBATION

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Colette GUIRAUDOU - JAMMA Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Le volet accessibilité de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, fixe les prescriptions techniques et les échéances à respecter pour rendre ou concevoir les espaces publics accessibles.

Cette loi, dite « Loi handicap », place au cœur de son dispositif l'accessibilité du cadre bâti et des services à toutes les personnes handicapées.

Elle vise désormais sans distinction, tous les types de handicaps, qu'ils soient moteurs, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques, et rend essentielle la notion de chaîne de déplacement et de participation.

Le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 fixait un délai de 10 ans pour la mise en conformité des Établissements Recevant du Public (ERP). Cette mise en conformité devait donc être effective avant le 1er janvier 2015.

Pour répondre au retard pris par de nombreux Maîtres d'Ouvrages ou exploitants dans la réalisation des travaux, l'ordonnance du 26 septembre 2014, ratifiée par la loi du 5 août 2015, met en place l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP), fixant un délai de mise en conformité des Bâtiments recevant du public, codifié aux articles L 111-7 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.

Cet agenda comporte une analyse des actions nécessaires pour que les établissements répondent aux exigences d'accessibilité, et prévoit le programme et le calendrier des travaux ainsi que les financements correspondants.

Les décrets 2014-1326 et 2014-1327 du 5 novembre 2014 et l'arrêté du 8 décembre 2014 viennent compléter le dispositif mis en œuvre par le Code de la Construction et de l'Habitation.

Le patrimoine de la Ville de Sète compte 140 bâtiments communaux. Après la réalisation d'un diagnostic sur les établissements, il en ressort que 118 doivent être intégrés dans l'Ad'AP.

D'après la dernière évaluation fournie par le bureau d'études BETEM, début septembre 2015, le montant de la mise en accessibilité de l'ensemble du patrimoine bâti est estimé à 5.250.760,48 € TTC.

Étant donné la complexité du patrimoine et le nombre de sites à traiter, cet agenda est programmé en trois tranches de trois ans, soit sur une durée 9 ans, à savoir :

- 2016 à 2018, la tranche 1 portera sur 24 établissements
- 2019 à 2021, la tranche 2 portera sur 43 établissements
- 2022 à 2024, la tranche 3 portera sur 51 établissements

La Commission Communale pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées (CCAPH), réunie le 17 septembre 2015, a émis un avis favorable.

Compte tenu des obligations réglementaires, la Ville doit déposer auprès de la Préfecture un dossier complet reprenant le phasage financier de cet agenda. C'est le document annexé à la présente que je vous propose donc d'approuver.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOPTE l'agenda d'accessibilité programmée du patrimoine bâti de la commune de Sète, tel qu'annexé

AUTORISE le Maire ou l'élú délégué à le signer, ainsi que tout document s'y rapportant, et le déposer auprès du préfet de l'Hérault

AUTORISE le Maire à solliciter les subventions auprès des partenaires financiers,


DECIDE

que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus sur le budget principal de la ville à compter de 2016 jusqu'en 2024 par la création d'une APCP
Nature: 2031 Fonction : 020 Service : BATMAIN
Nature: 2313 Fonction : en fonction des bâtiments Service : BATMAIN
que la dépense sera prélevée les budgets annexes de la ville à compter de 2016 jusqu'en 2024
Nature : 2031-2313-2314

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-205

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

EAU

**Objet : SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) DES BASSINS
VERSANTS DE LA LAGUNE DE THAU ET DE L'ETANG D'INGRIL - APPROBATION**

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Le bassin versant de Thau est l'objet de deux types de planifications complémentaires :
le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT)
le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Le Syndicat Mixte du Bassin de Thau (SMBT), structure porteuse du SAGE et du SCOT de Thau, a engagé une démarche d'intégration de ces planifications qui s'est traduite par l'élaboration du Contrat de Gestion Intégrée du Territoire de Thau avec la mise en place d'un Comité stratégique réunissant l'ensemble des représentants des instances en charge des outils de planification et de gestion du territoire, les principaux maîtres d'ouvrage de ces politiques et leurs partenaires institutionnels et financiers.

Le premier objectif du SAGE, en cohérence avec le SCOT et son volet Littoral, est de garantir durablement une qualité des ressources en eau et des milieux aquatiques compatibles avec les usages. Il doit permettre d'assurer l'alimentation des populations en eau potable, mais aussi de conforter les activités halieutiques (pêche et conchyliculture), le thermalisme, l'agriculture et le tourisme.

La Commission Locale de l'Eau (CLE) a eu pour vocation de concilier et réguler les usages et de définir "une gestion durable et équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques, constituant les fondements du SAGE de la Lagune de Thau et de l'Etang d'Ingril".

Le projet de SAGE a été validé par la CLE en date du 23 avril 2015.

La dimension réglementaire du SAGE s'exprime principalement dans le contrôle des usages de l'eau que réalise l'administration.

Approuvé par Arrêté Préfectoral, le SAGE doit être compatible avec les documents de valeurs supérieures (loi, décret, arrêté, SDAGE) et constitue la référence pour ceux de rangs inférieurs auxquels il est opposable, le SCOT et son volet Littoral notamment.

Les quatre grandes orientations du SAGE sont :

A - Garantir le bon état écologique des masses d'eau en organisant l'effort de réduction des différentes pollutions dont les 3 principales dispositions sont les suivantes :

Disposition 1 :

Développer un outil adapté à la gestion des apports microbiologiques par bassins versants (VigiThau)

Disposition 2 :

Limiter les apports bactériologiques en calculant les flux admissibles microbiologiques (FAM) par sous bassins versants

Disposition 3 :

Gérer les eaux pluviales à l'échelle des sous bassins versants pour respecter les objectifs de qualité des eaux.

B - Atteindre un bon fonctionnement des milieux aquatiques et valoriser leur fonction de "service"

C - Préserver les ressources locales en eau douce et sécuriser l'approvisionnement sur le territoire

D - Organiser la gouvernance et mobiliser les acteurs (Etat, Collectivités, services d'eau, assainissement...) et renforcer la gestion de l'eau à l'échelle du Bassin Versant.

L'objet du SAGE est d'organiser la préservation et la gestion du grand cycle de l'eau (fonctionnement des milieux naturels, rivières, lagunes ou littoral) au travers de la gestion des processus liés au petit cycle de l'eau (réseaux publics d'alimentation en eau potable, assainissement des eaux usées et eaux pluviales) et au cycle économique (modes d'exploitation, pêche, cultures marines et terrestres, thermalisme...). Il s'agit donc de favoriser les synergies entre les trois cycles liés à l'eau pour une compétitivité du territoire à long terme.

Les documents contenus dans le SAGE sont :

- un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD), qui est opposable à l'administration dans un rapport de compatibilité qui exige qu'il n'y ait pas de "contradiction majeure" vis-à-vis des objectifs et des dispositions du SAGE. Les dispositions du PAGD sont de 2 types :

- de nature obligatoire, quand elles sont dites de "mise en compatibilité" (décision dans le domaine de l'eau, documents d'urbanisme, schéma de carrière, ...)
- sans force obligatoire, il s'agit de dispositions de gestion et d'actions, dites dispositions "de recommandations";
- un règlement qui encadre les usages de l'eau pour atteindre les objectifs définis par le PAGD dont le bon état écologique et la gestion équilibrée de la ressource. Il a essentiellement pour objet d'encadrer l'activité de police de l'eau, il est opposable à toute personne publique ou privée (ou "tiers").
- un atlas cartographique qui complète et éclaire les dispositions du SAGE
- un rapport environnemental, outil d'aide à l'élaboration du SAGE conformément à l'évaluation environnementale prescrit par les articles L 122-5 et L 122-11 du Code de l'Environnement.
- Un rapport d'évaluation économique, des coûts nécessaires à la mise en œuvre du SAGE et des bénéfices liés

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal


EMET UN AVIS FAVORABLE

au projet du Schéma d'Aménagement et de la gestion des Eaux (SAGE) des bassins versants et de la lagune de Thau et de l'Etang d'Ingrid


DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-206

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

URBANISME

Objet : DECISION RELATIVE AUX PENALITES EN MATIERE DE FISCALITE DE
L'URBANISME - REMISE GRACIEUSE

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu les articles L. 251 A, et R. 251 A-1 à R. 251 A-5 du Livre des procédures fiscales,

Les titulaires de permis de construire qui paient avec retard leurs taxes d'urbanisme sont soumis à des pénalités.

L'assemblée délibérante peut, sur proposition du comptable public chargé du recouvrement, accorder la remise gracieuse de ces pénalités fiscales ou décider de les maintenir.

Un pétitionnaire a réglé avec retard sa taxe locale d'équipement (TLE) mais a donné des arguments valables pour la remise gracieuse de ses pénalités. Le retard de paiement est indépendant de sa volonté selon l'avis du comptable public, qui s'est donc prononcé favorablement à l'égard de cette demande. Il s'agit de :

- Monsieur René François LEMAIRE, permis de construire n° 034.301.09.70011 pour un montant de 443 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE la remise gracieuse des pénalités décomptées pour retard de paiement des taxes d'urbanisme par Monsieur René François LEMAIRE pour le permis de construire n° 034.301.09.70011

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-207

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

EAU

**Objet : CONTRAT DE GESTION INTEGREE DU TERRITOIRE DE THAU - 2EME PHASE -
CONVENTION D'APPLICATION 2015-2018**

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Faisant suite à la première Convention d'application portant sur la période 2012-2014, il vous est proposé une Convention d'application 2015-2018, s'inscrivant dans le cadre du Contrat de gestion intégrée du territoire de Thau, ayant pour objet d'apporter une réponse globale aux enjeux du territoire de Thau.

Le Contrat prévoit la mise en œuvre de 2 Conventions d'application, la première portant sur la période 2012-2014, la seconde portant sur la période 2015-2018.

Les partenaires signataires du Contrat sont les partenaires financiers et les principaux maîtres d'ouvrage qui s'accordent sur les principes d'engagement financier et sur les orientations stratégiques structurant le programme d'actions.

Les signataires des conventions d'application sont les signataires du Contrat, ainsi que les maîtres d'ouvrage publics ou privés qui, en signant la Convention d'application, s'engagent à réaliser les actions retenues selon un calendrier défini, et bénéficient en contrepartie des engagements des partenaires financiers.

Le Contrat et ses 2 conventions d'application s'inscrivent dans la continuité du Schéma de mise en valeur de la mer et des 3 précédents contrats, définissant la conchyliculture et la pêche comme les vocations prioritaires sur la lagune de Thau.

Le Contrat et ses 2 conventions d'application sont construits sur la base des principes d'une gestion intégrée du territoire, conformément à plusieurs textes communautaires et une série de dispositions réglementaires nationales.

Ils prévoient un programme d'actions constituant la mise en œuvre des orientations du SCOT et du SAGE du territoire de Thau, avec pour ambition d'apporter une solution définitive au problème récurrent de qualité de la lagune de Thau qui remet en cause l'activité conchylicole.

Ce programme d'actions a fait l'objet d'un large processus de concertation entre les partenaires engagé dès 2012, sous forme de nombreux groupes de travail thématiques et de réunions techniques entre partenaires signataires du Contrat.

Le programme d'actions retenu est structuré en 4 orientations stratégiques qui s'intitulent respectivement : « Partager des espaces et des ressources », « Organiser le développement urbain et la mobilité avec les acteurs du territoire », « Développer durablement les activités », « Mettre en œuvre une gouvernance adaptée aux enjeux du territoire ».

Le Contrat met en place des outils de gouvernance et réunit au sein d'une structure unique, le Comité stratégique, l'ensemble des représentants des instances en charge des outils de planification et de gestion du territoire de Thau (SCOT, Volet littoral et maritime, SAGE, Natura 2000), les principaux maîtres d'ouvrage de ces politiques et leurs partenaires institutionnels et financiers.

Le Comité stratégique organise le suivi des outils de planification et joue un rôle actif en matière de mise en œuvre opérationnelle de ces outils, grâce à une démarche partenariale et concertée.

La Structure de gestion du Contrat et de ses 2 conventions d'application est le Syndicat mixte du bassin de Thau (SMBT), créé en 2005 à la demande l'Etat et de l'Agence de l'eau avec des compétences en matière de gestion et de coordination des politiques contractuelles, de planification, gestion et aménagement du territoire et de gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant. Le SMBT est historiquement impliqué dans le portage et/ou l'animation de plusieurs outils de planification et de gestion (Comité de lagune, SCOT, SAGE, Natura 2000, Contrat qualité).

La mobilisation des aides de l'Etat, de l'Agence de l'eau et des crédits Feder permet aux maîtres d'ouvrage de bénéficier de financements sur les actions proposées, avec, sur certaines actions, des taux de participation qui représentent jusqu'à 80% du montant des actions.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

La convention d'application 2015-2018 relative au Contrat de Gestion Intégrée du Territoire de Thau joint en annexe

AUTORISE

le Maire ou son Représentant à signer la Convention d'Application 2015-2018 du Contrat de Gestion Intégrée du Territoire de Thau

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-208

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : VENTE PAR LE CCAS DE L'IMMEUBLE AU 8 RUE GABRIEL PERI - DEMANDE D'AVIS CONFORME DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Romain FERRARA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Vincent SABATIER est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération en date du 16 Avril 2013 (D 2013-098), le Conseil Municipal a autorisé le président du Centre Communal d'Action Sociale à mettre en vente les biens immobiliers sis 8 rue Gabriel Péri et 10 bis rue Villaret Joyeuse, le produit de ces futures cessions devant participer au financement des nouveaux locaux du CCAS à la Villa d'Este.

L'immeuble sis 8, rue Gabriel Péri d'une superficie totale de 400 m² correspond à la parcelle cadastrée section AO n°34.

Les services de France Domaine ont estimé la valeur vénale de ce bien à 480 000 € avec une marge d'appréciation de + ou - 20 %.

A l'issue d'une vente de gré à gré, le Conseil d'Administration du CCAS, dans sa séance du 7 Septembre dernier, a pris une délibération par laquelle il a approuvé la vente de l'immeuble 8 rue Gabriel Péri à Monsieur Gilbert GANIVENQ, seul candidat pour un montant de 450 000€.

Il sollicite l'avis conforme du Conseil Municipal car la vente d'un bien immobilier constitue un changement d'affectation.

En effet, conformément aux dispositions de l'article L 123-8 du code de l'action sociale et des familles et de l'article 2241-5 du code général des Collectivités Territoriales, la délibération du Conseil d'administration du CCAS en date du 7 Septembre 2015 ne sera exécutoire qu'après accord du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE

Le Président du CCAS à céder le bien immobilier sis 8 rue Gabriel Péri à M. Gilbert GANIVENQ pour un montant de 450 000 €

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-209

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : BAIL EMPHYTEOTIQUE VILLE DE SETE/JOUSSELME - VENTE DE LA PART DU BAILLEUR A LA SAFER PACA ET JOUSSELME SERGE - MODIFICATION DES MODALITES DE PAIEMENT

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération en date du 27 avril dernier, vous avez décidé du principe de la vente des 2 parcelles de terrain sur la commune de Chabottes cadastrées section BZ n° 31 et 32 à la SAFER PACA en vue de la rétrocession à Monsieur Serge JOUSSELME pour un montant de 25000€, les frais inhérents à cette transaction étant pris en charge par l'acquéreur.

Vous avez également autorisé Monsieur le Sénateur-Maire à signer la promesse unilatérale de vente établie par la SAFER, prévoyant un paiement comptant à la signature de l'acte.

Or la SAFER, a exprimé la demande de pouvoir bénéficier d'un paiement échelonné: paiement de 15000€ à la signature de l'acte et du solde soit 10000€ six mois après.

Renseignement pris auprès de la Trésorerie Municipale, les nouvelles modalités de paiement entraînent une modification de l'équilibre financier de la transaction et une nouvelle délibération s'avère nécessaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE du paiement du prix de la vente en 2 versements, soit:
- 15000€ à la signature de l'acte
- 10000€ six mois après

AUTORISE Le Maire ou son représentant à signer la promesse unilatérale de vente ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération,

AUTORISE Monsieur le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu du produit de la vente, qui sera inscrite au budget de la Ville sous l'imputation suivante : **020 – 775– Service PAT**

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-210

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

MARCHES PUBLICS

Objet : ACQUISITION DE MATERIELS ALTERNATIFS AUX DESHERBAGES CHIMIQUES - ATTRIBUTION

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Une convention de groupement de commandes publiques entre les villes de Marseillan, Balaruc-les-Bains, Bouzigues, Villeveyrac et Sète a été passée pour l'acquisition de matériels alternatifs aux désherbages chimiques. Elle a fait l'objet d'une délibération D2015-122 du 22 juin 2015, La ville de Sète a la qualité de coordonnatrice du groupement de commandes.

Une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics,

Les prestations font l'objet de marchés à bons de commande sans minimum, avec maximum et avec un opérateur économique, passés en application de l'article 77 du Code des Marchés Publics et répartis en 4 lots décomposés comme suit :

- LOT 1 : PETIT OUTILLAGE À MAINS - montant maximum annuel: 16.000 € HT
- LOT 2 : DESHERBEURS THERMIQUES AVEC ACCESSOIRES - montant maximum annuel : 30.000 € HT
- LOT 3 : MATERIELS ELECTRIQUES A BATTERIE COMPOSES DE DEBROUSSAILLEUSES, COUPE-HERBE, SOUFFLEUR, BINEUSE-SARCLEUSE ET BATTERIES - montant maximum annuel: 100.000 € HT
- LOT 4 : OUTILS PROFESSIONNELS A MOTEURS THERMIQUES : DEBROUSSAILLEUSES ET RECIPROCEUR - montant maximum annuel: 4.000 € HT

Les montants maximum sont répartis comme suit, par lot et par collectivité membre du groupement de commandes :

	montant maximal par lot et par collectivité en € H.T.				
	lot 1	lot 2	lot 3	lot 4	total/collectivité
Balaruc les bains	3 885	2 440	21 035	260	27 620
Bouzigues	1 555	11 285	8 820	260	21 920
Sète	6 220	8 140	37 655	2 700	54 715
Marseillan	4 340	5 695	21 785	780	32 600
Villeveyrac	0	2 440	10 705		13 145
total	16 000	30 000	100 000	4 000	150 000

La Commission d'appel d'offres, lors de sa séance du 18 septembre 2015, a décidé :

- d'attribuer à l'entreprise SANTAMARIA - M. JARDINAGE sise PAE La Crouzette 34630 SAINT THIBERY, les lots suivants :

- LOT 3 : MATERIELS ELECTRIQUES A BATTERIE COMPOSES DE DEBROUSSAILLEUSES, COUPE-HERBE, SOUFFLEUR, BINEUSE-SARCLEUSE ET BATTERIES

Pour un montant maximum annuel de 100.000 € HT

- LOT 4 : OUTILS PROFESSIONNELS A MOTEURS THERMIQUES : DEBROUSSAILLEUSES ET RECIPROCEUR

Pour un montant maximum annuel de 4.000 € HT

- de déclarer "INFRUCTUEUX" les lots suivants :

- LOT 1 : PETIT OUTILLAGE A MAINS pour un montant maximum annuel de 16.000 € HT

- LOT 2 : DESHERBEURS THERMIQUES AVEC ACCESSOIRES pour un montant maximum annuel de 30.000 € HT

Et de lancer une procédure de marché négocié.

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification du marché.

Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

de la décision de la commission d'appel d'offres en séance du 18 septembre 2015

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer les marchés ainsi que tous documents s'y rapportant, en application des dispositions de la convention de groupement de commandes

DECIDE

que la dépense sera prélevée, pour la ville de Sète, sur les crédits inscrits au budget de la ville sous l'imputation :

Nature : 606329 et 2158

Fonction : 823

Service : JARD

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

A handwritten signature in black ink, appearing to be "Anne Goudou", written over a horizontal line.

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-211

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2015

AMENAGEMENT URBAIN

Objet : PONT MOBILE - TRAVAUX DE REHABILITATION - CONVENTION DE CO-FINANCEMENT

L'an deux mille quinze et le 28 septembre, à 18H30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Méditerranée au LAZARET, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Conception CANDORE-PELIZZA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Michel BODART, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Marie DE LA FOREST donne pouvoir à Anne de GRAVE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI

Etaient absents : Abdelkader BOUALLAGA, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par délibération du 17 septembre 2013 (D-2013-197), et à la demande expresse de la Région Languedoc-Roussillon, nous étions convenus d'une participation financière de la Commune de 1.000.000 € pour la réfection du pont Tivoli.

L'objet de la présente délibération est l'approbation de la convention de financement dans le cadre des travaux de réhabilitation du Pont du Tivoli, telle qu'annexée à la présente délibération.

Le versement de la participation financière de la Commune à la Région s'échelonnait du 4^{ème} trimestre 2015 au 4^{ème} trimestre 2019 à raison de 200.000,00 € HT par an dans les conditions indiquées dans la convention de financement.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE les termes de la convention de financement dans le cadre des travaux de réhabilitation du Pont de Tivoli sur le port de Sète

AUTORISE le sénateur-Maire ou son représentant à signer la convention ainsi que tous les actes et les documents se rapportant à cette délibération

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.